Déclaration des volumes de *gaz de pétrole liquéfié* vendus au titre de la *cinquième période* du dispositif des certificats d'économies d'énergie

Partie A *(complétée par le représentant légal de la société)*

Nom : ……. Prénom : ……

Fonction : ……..……..……

Société : ……

N° SIREN : |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__|

Adresse : ……

Code postal : …… Ville : ……

Téléphone : …… Courriel : ……

Renseigner, pour l'année d'activité de la société et de ses établissements, les volumes de gaz de pétrole liquéfié, autres que les produits de la catégorie fiscale des gaz de pétrole liquéfiés carburant mentionnée dans le tableau de l'article L. 312-35 du code des impositions sur les biens et services, vendus en vrac sur le territoire national aux ménages et aux entreprises du secteur tertiaire :

Gaz de pétrole liquéfié vendu en 2024 :	***kWh PCS d'énergie finale***

kWh PCS = kilowattheures de pouvoir calorifique supérieur

Je certifie exactes et conformes les informations déclarées ci-dessus.

Fait à …… Cachet et signature :

Le ……

Partie B *(complétée par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes ou le comptable public)*

Nom : …… Prénom : ……

Société : ……

□ Expert-comptable □ Commissaire au compte □ Comptable public (pour les régies)

Adresse : ……

Code postal : …….. Ville : ……

Téléphone : …… Courriel : ……

Je certifie exactes et conformes les informations déclarées ci-dessus.

Fait à …… Cachet et signature :

Le ……

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion des obligations dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie. Le destinataire des données est le Ministère en charge de l'énergie. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au *Ministère en charge de l'énergie, DGEC, Pôle national des certificats d'économies d'énergie*, 92055 La Défense. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer aux traitements des données vous concernant.